



LE CANARD DÉCHAÎNÉ

libre ensemble



SOMMAIRE

- VIVE LES ELECTIONS !
- PROBLEMES INFORMATIQUES
- PROMOTIONS
- ALMERY S
- TEMPÊTE CHEZ LES CRC

Directrice de publication
Dominique TABARIE

Conception
Branislav PETROVSKI

Ont participé
à ce numéro

Octavio PEREIRA
Emmanuelle GUILLON
Jean -Christophe MONTERA
Katie BOURNER
José MALAGON
Basile SAHOUAN
Catherine PICHOT
Olivier DESJOBERT

Téléphone :
01 58 38 81 61

Courriel :
contact@unsa-generalis.com

VIVE LES ELECTIONS !

On entend souvent dire que les élections professionnelles ne servent à rien.

Ce n'est pas vrai.

En fait elles ont un grand avantage. Celui de réveiller les syndicats au moment de la campagne électorale.

Certains se rendent compte miraculeusement qu'il existe des réserves financières à distribuer aux salariés à la dernière minute, alors que cela fait 3 ans qu'elles existent. **Et l'UNSA a réclamé plusieurs fois qu'elles soient redistribuées aux salariés...**

C'est vrai que **450 000 Euros** se perdent assez facilement, et il en reste encore... !

Il y en a même qui se décident à faire des cadeaux aux salariés histoire de montrer qu'ils les aiment très fort...une fois tous les 3 ans !

Quand on sait que ces fameux cadeaux sont achetés avec l'argent de ceux qui vont les recevoir ça en devient presque comique.

Le bureau du CE, comme tous les bureaux de CE gérés par nos syndicalistes professionnels (c'est leur vrai métier !), maîtrise parfaitement l'art de faire campagne avec l'argent des salariés.

Ils n'ont rien à envier à nos hommes politiques.

C'est une stratégie clientéliste qui va à l'encontre des intérêts de l'ensemble des salariés de Generali, dont la plupart bénéficie peu des prestations du CE qui, pour mémoire, sont d'environ 1000 Euros par salarié et par an.

Cette méthode de gestion discriminante des prestations du CE doit cesser.

Il est temps de rétablir un équilibre entre les salariés, équilibre que nos syndicats profes-

sionnels ne cessent de réclamer à Generali en matière de salaires, mais qu'ils s'empressent d'oublier lorsqu'ils sont aux commandes.

Fait ce que je dis....mais pas ce que je fais !

De nombreuses prestations sont gérées curieusement.

La dernière en date concerne le voyage au Japon ; un très beau voyage avec un trop petit nombre de partants, beaucoup de déçus et des interrogations (légitimes ?) sur le tirage au sort...

Si vous voulez des précisions interrogez le président de la commission VOYAGES.

Heureusement les élections arrivent avec leur cortège de bonnes intentions, comme un anesthésiste avant une intervention chirurgicale.

Ne nous laissons pas endormir par ces bonimenteurs et retrouvons, avec tous les gens de bonne volonté, une gestion des prestations du CE plus équitable.

Vos élus sont là pour ça et c'est quand même bien de le rappeler.

Pour rappel, l'UNSA prône depuis sa création le versement du montant alloué, soit 1000 Euros, à chaque salarié. Égalité ! Égalité !

Vive les élections !

Bises du Canard.



Et à part ça...



PROBLEMES INFORMATIQUES = DOUBLE DISCOURS

Nous assistons à une communication orchestrée (par qui ?) pour casser l'image et la réputation de la DSI : publicité sur les incidents informatiques, tournée électorale populiste auprès des Agents, promesses de changement sur le thème de « Je vous ai compris ».

Mais **AUCUNE communication à l'intérieur de la DSI**. Qui a rencontré le **nouveau Directeur INFORMATIQUE** arrivé depuis 6 mois ? Il n'a même pas daigné présenter ses vœux à l'équipe...

Le seul message qu'il a su faire passer : « **vous n'êtes pas bons, je vous coupe le budget de 20% et il faudra faire mieux qu'avant** ».

Ce n'est **ni acceptable ni tolérable** ! **L'UNSA** est profondément choquée de cette attitude. Et il y a de quoi s'inquiéter.



Peut-être des réponses seront apportés lors du Forum DSI annoncé dernièrement pour le 29 mars ? Il serait temps !

ALMERYS ET LA DIRECTION VEULENT DES BÉBÉS

Depuis le 1^{er} janvier 2019, ALMERYS refuse la prise en charge à hauteur de 50 € du forfait annuel sur la contraception, garantie prévue par le BCAC.



Alors que la Direction a annoncé lors des négociations et des instances que L'ENSEMBLE DES GARANTIES prévues par le BCAC seraient systématiquement prises en charge par ALMERYS..... **L'UNSA demande à la Direction de respecter ses engagements.**

PROMOTIONS : LE MANAGER PASSE À LA TRAPPE !

Jusqu'à présent, le manager demandait directement à la RH une promotion pour son collaborateur méritant.

Qui d'autre que lui peut juger ?

La RH a modifié le parcours et la demande de promotion sera étudiée et **validée OU PAS par une commission mixte**, composée de membres de la RH, de la DSI-Métiers, de directeurs et de cadres classe 7. Cette commission pourra refuser la promotion en se cachant derrière une décision collégiale.



La direction n'a pas souhaité répondre aux Délégués du Personnel UNSA qui demandaient la description du processus. Est-ce un moyen de réduire le nombre de promotions ? En tout cas c'est une déresponsabilisation de plus du manager de proximité.

TEMPÊTE CHEZ LES CRC !

Après avoir renvoyé le **Manager de Département** et ne pas l'avoir encore remplacé (**traumatisant !**),

Après avoir laissé se dégrader le taux de décroché du Service Client en présentant un taux de décroché corrigé du réappel, inventé par un cabinet de conseil (**mensonger !**),

Après avoir refusé le remplacement des intérimaires (stressant !), la Direction veut entasser les CRC de NANTES

dans un bureau exigu où l'environnement sera totalement inadapté à leur travail (**discriminant !**). Le SERVICE CLIENT, soit disant la vitrine de Generali, est malmené ; ses salariés sont au bord du **burnout**. Si la direction maintient son projet de réaménagement de la DR de NANTES, **L'UNSA saisira la Médecine du Travail pour faire constater les conditions de travail dégradées dans ce service.**

